

LIBERIA

Sommet sur la coopération entre l'Europe et l'Afrique de l'Ouest

Comment relancer la coopération entre l'Union européenne et les organisations régionales ouest-africaines (CEDEAO, l'UEMOA et la CEN-SAD) pour répondre aux défis migratoires, sécuritaires, économiques et démocratiques en Afrique de l'Ouest ?

INTRODUCTION

Notre pays, le Libéria, est un pays côtier d'Afrique de l'Ouest. Il fait géographiquement partie de la région du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest et, à ce titre, nous sommes fiers de participer aux principales organisations multilatérales régionales : l'Union Africaine, la CEDEAO, la CEN-SAD. Le Libéria est fier d'être un pays comptant avec une stabilité politique depuis plus de 20 ans. En 2005, Mme Ellen Johnson Sirleaf a été la première femme élue présidente d'un pays africain. Notre stabilité est confirmée par le départ, en 2018, de la Mission des Nations Unies pour le Libéria (MINUL). Depuis 2024 notre président est l'honorable Joseph Boakai, dont le plan politique est le programme « ARREST » (Agriculture, Routes, Etat de Droit, Education, Assainissement et santé, Tourisme), qui mènera notre pays vers de nouvelles réussites économiques. L'engagement de notre pays sur la voie du multilatéralisme est une réalité démontrée par les faits : nous exercerons nos fonctions en tant que membre non permanent au sein du CSNU à partir du 1^{er} janvier 2026. A l'occasion du Sommet sur la coopération entre l'Europe et l'Afrique de l'Ouest, et en tant que pays avec un grand engagement dans le multilatéralisme, nous tenterons d'apporter des éléments de réponse à la question : Comment relancer la coopération entre l'Union européenne et les organisations régionales ouest-africaines (CEDEAO, l'UEMOA et la CEN-SAD) pour répondre aux défis migratoires, sécuritaires, économiques et démocratiques en Afrique de l'Ouest?

ENJEUX ET PROBLÉMATIQUE

Les problèmes que rencontrent la coopération entre l'UE et l'Afrique de l'Ouest se traduisent par un manque d'emplois et d'opportunités pour les jeunes libériens, des flux migratoires accrus, et une plus grande vulnérabilité aux risques sécuritaires et démocratiques régionaux.

Ces déséquilibres affaiblissent notre relation avec les partenaires européens et limitent la capacité du Libéria à assurer un développement stable et durable.

POSITIONS

Le Libéria est fermement engagé dans la voie de la coopération. En ce sens nous remercions l'EU, et plus particulièrement la France de nous avoir soutenus dans notre candidature au conseil de sécurité de l'ONU. Notre pays est convaincu que seules la négociation et la diplomatie sont les voies qui permettront au monde de fonctionner. (L'UE a toujours promu la représentation et le leadership de l'Afrique dans la gouvernance mondiale, et nous comptons être à la hauteur.) Cet engagement s'est en outre manifesté lors de la visite de la ministre des Affaires étrangères du Libéria au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français, en octobre 2025, où a été soulignée la convergence des deux pays sur les questions internationales.

Notre relation avec l'UE est encadrée depuis 2000 par les accords de Cotonou, qui visent un développement économique et démocratique pour l'Afrique de l'Ouest, et plus récemment, l'initiative Global Gateway, qui finance des projets de développement. Cependant ces deux cadres législatifs s'avèrent insuffisants pour couvrir les besoins de notre continent et bénéficier d'un renouveau.

La coopération dans le domaine de la sécurité et les migrations est en cours, notamment des initiatives de contrôle conjoint des frontières avec MRU. Le manque de capacité technique aux frontières rend cependant

difficile la lutte contre les trafics de substances illicites et la migration irrégulière.

La gestion migratoire est déléguée par l'UE à l'Afrique de l'Ouest, et il existe peu d'alternatives de migration légale. Notre pays a des moyens limités pour gérer les retours et la réintégration des jeunes, et le soutien européen est insuffisant pour ce problème, et notamment aussi pour des programmes de formation et d'emploi que le Libéria a déjà mis en place. Néanmoins, une meilleure coopération économique avec l'Europe serait plus efficace que des réponses uniquement centrées sur la gestion des flux irréguliers. Depuis la décolonisation, les relations Afrique-UE ont souffert d'une excessive prépondérance du rôle de l'UE dans la définition des priorités, le choix des projets et la gouvernance des programmes de soutien. Il est urgent de mettre en place une coopération basée sur le respect, l'écoute des priorités des pays concernés et l'implication des jeunes et de la société civile, et éloignée de toute tentative d'ingérence ou de paternalisme.

SOLUTIONS

Migration

Promouvoir la liberté de circulation pour une mobilité régionale est l'une des huit priorités thématiques du Dialogue sur la migration pour l'Afrique de l'Ouest, créé en 2000, cependant leur mise en œuvre reste compliquée en raison d'un soutien politique souvent faible ou instable et une disparité entre la situation du marché du travail et de la taille des populations entre États membres. Pour répondre à cela, en 2018, l'Union africaine a finalement adopté le Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement, qui prévoit une mise en œuvre progressive des politiques de libre circulation. Cependant, ces accords ne suffisent pas face aux attentes des jeunes : plus de mobilité légale vers l'Europe est nécessaire, à l'aide de séjours d'études, stages, et travail saisonnier.

Auparavant, les politiques communes, tels que l'Approche globale de la question des migrations de l'Union européenne de 2005 et la déclaration conjointe Afrique-Union européenne sur la migration, considéraient la migration comme moteur de développement en Afrique et en Europe et comprenaient une meilleure intégration des migrants et une facilitation de la prospérité de la diaspora. Cependant, suivant l'augmentation du nombre de migrants arrivant dans l'Union européenne en 2015, le contrôle aux frontières occupe une place plus importante dans la politique de migration vers l'Europe. Rendant par conséquent plus difficile la libre circulation des individus, il serait donc judicieux de changer la manière de gérer le problème de migration pour permettre une prospérité des projets politiques. Comme par exemple, le recours au fonds de développement de l'union européenne pour favoriser la stabilité qui a été lancé au sommet de la Valette en 2015.

Néanmoins, il serait convenable de répondre aux défis migratoires en s'attaquant à la racine du problème. Des projets de soutien au développement, comme favoriser l'entrepreneuriat tourné vers l'agriculture durable dans des filières très demandées par le marché européen (le cacao) (projet déjà mis en place par l'organisation «emp'ACT » au Togo), pourraient être lancés en dynamisant ainsi l'économie locale des pays de L'Afrique de l'Ouest, créant des emplois et des conditions qui ancreraient la population jeune sur le territoire et la protégeraient de la migration forcée.

En outre, le Maroc semble avoir comme intention d'adhérer au Protocole de 1979. Ainsi les zones de libre circulation de la CEDEAO et de l'Union européenne partageraient une frontière commune, ce qui amènerait certainement l'Union européenne à redoubler d'efforts pour collaborer avec les États membres de la CEDEAO en matière de contrôle de l'immigration.

Le Libéria a franchi une étape majeure dans la réforme de sa gouvernance migratoire en accueillant, en juillet 2025, son tout premier atelier national consacré à l'intégration de la migration dans les politiques de développement. Nous misons surtout sur la valorisation de notre diaspora, considérée comme un partenaire stratégique pour l'investissement et le transfert de compétences.

Sécurité

Le terrorisme et la criminalité organisée font des ravages en Afrique de l'Ouest, même si le Liberia reste stable face à ces enjeux grâce à notre solidité démocratique et institutionnelle. Selon le *Global Terrorism Index*, le Liberia maintient un score de 0 point depuis plusieurs années.

En 2019, la CEDEAO a adopté un plan d'action de lutte antiterroriste pour la période 2020-2024.

Cependant plusieurs obstacles entravent la mise en œuvre de ce plan, comme un manque de financement. Par conséquent les Etats membres décident de se centrer sur leurs propres initiatives de lutte contre le terrorisme, qui ne correspondent pas nécessairement à la stratégie du plan. Ainsi une aide pour financer ce plan d'action de la part de l'UE pourrait éliminer les disparités entre pays et permettre le bon fonctionnement du projet.

L'expérience montre que lorsque la population ne fait pas confiance aux institutions chargées de la protection des citoyens, le risque de violence augmente, car les individus sentent le besoin de se faire

justice eux-mêmes. Ainsi pour assurer la sécurité de notre pays, les autorités du Liberia se sont engagées à renforcer les actions de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, en créant la Commission anti-corruption du Libéria (LACC).

En outre, nous manquons de financement pour équiper convenablement le département policier de notre pays. Selon l'inspecteur général de la police, le budget annuel de la LNP de 15 millions de dollars paye essentiellement les salaires, ne laissant que 2,5 millions de dollars pour les opérations. Un grand nombre de commissariats manquent d'électricité, d'eau potable et de véhicules entre autres, pour répondre aux demandes des citoyens.

Pour répondre à ce manque de ressources, le Liberia a développé des forums communautaires provisoires en vue de discuter des problèmes et de trouver des solutions pacifiques aux conflits de nature non-criminelles, appelés Huttes.

En amont, nous misons sur la prévention, l'éducation et la coopération régionale en matière de sécurité, mais les moyens manquent car l'instabilité décourage les investissements.

Economie.

Les relations économiques entre l'Union européenne (UE) et le Liberia sont centrées sur le développement durable, l'aide financière et la coopération sectorielle (pêche, agriculture, foresterie). Ainsi le Liberia et l'Union européenne ont signé un accord de financement de 25 millions d'euros destiné à renforcer la pêche artisanale, améliorer les moyens de subsistance et consolider la sécurité alimentaire.

Le Libéria a signé des accords commerciaux avec l'Union européenne, notamment dans le cadre des APE (Accords de Partenariat Économique) UE–Afrique de l'Ouest, mais notre pays a surtout besoin d'investissements, de formation (transferts de compétences) et d'instruments de financement plus stables et moins rigides afin de développer notre industrie agroalimentaire, nos PME et nos infrastructures. De plus, le Liberia reçoit des aides de l'initiative Global Gateway, qui grâce à divers projets vise à améliorer la situation économique du Liberia dans nombreux domaines comme l'agriculture, l'éducation et l'écologie entre autres.

Comme initiative pour améliorer la situation économique de notre pays nous proposons de développer les compétences des jeunes et de les coordonner avec le bassin d'emploi augmentant ainsi leur employabilité et diminuant leur risque de chômage.

Démocratie

Le Libéria a la fierté d'être cité comme un exemple de transition démocratique pacifique. Cependant, les reculs démocratiques dans la région affaiblissent notre stabilité collective. Comme pays avec une expertise dans la transition démocratique nous offrons nos fonctionnaires en guise de consultants si d'autres pays de la région souhaitent changer leur fonctionnement politique.

Pour assurer la prospérité de la démocratie, en janvier 2024 le NIMD a commencé à travailler au Liberia. Elle a lancé la toute première école de la démocratie du pays permettant aux jeunes de jouer un rôle actif dans l'avenir du pays. De plus, des organisations comme NAYMOTE travaillent activement pour renforcer la responsabilité politique, l'éducation civique et l'engagement des jeunes. En outre, nous misons sur l'intégration des femmes en travaillant en étroite collaboration avec ONU Femmes, qui lance des programmes pour faire participer les femmes à la construction de la paix et de la sécurité. En amont le Liberia a comme projet de digitaliser le processus d'inscription aux listes électorales afin de faciliter l'accès de la population à la vie politique.

CONCLUSION

La coopération UE–Afrique de l'Ouest doit être redéfinie, vers un modèle plus équilibré, centrée sur le développement et la création d'emploi, la mobilité légale et la confiance, et s'éloigner de logiques uniquement axées sur le contrôle migratoire.

À l'heure où la coopération multilatérale se détériore, le Liberia plaide en faveur de la coopération avec la communauté internationale. Nous n'avons pas besoin de nouveaux textes, mais d'une meilleure application des accords existants.

Relancer la coopération exige cependant une définition conjointe des priorités, des voies légales de mobilité, une articulation sécurité-développement et un partenariat économique créateur d'emplois pour les jeunes, et construire des relations fondées sur la confiance et l'appropriation régionale.

Dans ces efforts, vous pouvez toujours compter sur le Libéria en tant que partenaire privilégié et chef de file stable dans la région.